

L'ère Meiji : le Japon s'ouvre à l'Occident

Paul Akamatsu

Directeur de recherche au CNRS

Le Japon reste, pour la plupart des Occidentaux, un pays qui affiche un modernisme parfois extrême – avec les conséquences éventuellement douloureuses que l'on connaît aujourd'hui – et qui préserve des traditions anciennes qui font flotter l'imagination et nous renvoient aux romans de Pierre Loti. Cette modernisation a une histoire relativement récente. En 1868 débuta l'ère Meiji, ou « politique éclairée », qui fut celle des grands chantiers et bouleversements autant sur le plan interne : monnaie, calendrier, réformes agraires et politiques, qu'externe : annexions et expansion. A la fin de l'ère Meiji, en 1912, le Japon était un grand pays moderne.

La fin du shogunat

Le 23 octobre 1868, le nouveau gouvernement japonais proclamait le nom d'années Meiji qui devait être maintenu jusqu'à la fin du règne du jeune empereur, intronisé au début de l'année précédente. Désormais, le nom d'années serait fixé au début de chaque règne, pour devenir, après la mort du souverain, le nom posthume de celui-ci. En 1873, le calendrier grégorien remplaça le calendrier luni-solaire d'origine chinoise.

Contraint, sous la pression des puissances, d'ouvrir le Japon au commerce international, le shogunat avait dû abandonner le pouvoir. Il s'ensuivit une guerre civile. Avant même que celle-ci fût terminée, le nouveau gouvernement annonçait Meiji, c'est-à-dire « politique éclairée ». Le règne commençant allait radicalement changer le régime politique du Japon. La capitale fut transférée de Kyoto à Tokyo. La modernisation rapide fut décidée, malgré une opposition parfois vive de la part de certains traditionalistes. Les sciences et techniques occidentales furent de plus en plus largement adoptées, mais dans le but de faire du Japon une puissance égale à celles d'Europe.

La réforme de l'Etat

La première œuvre à accomplir était le remplacement des redevances seigneuriales par l'impôt d'Etat. Les anciens fiefs qui étaient au nombre de plus de deux cents furent regroupés en trois métropoles – Tokyo, Kyoto, Osaka –, une quarantaine de départements et Hokkaido qui reçut un statut particulier : toutes ces circonscriptions allaient être administrées par des agents de l'Etat. Le système monétaire fut rénové : le yen naquit en 1871.

Tous ces bouleversements ne furent pas vécus comme des bienfaits par la population. Les grands seigneurs n'abandonnèrent pas leurs privilèges sans regrets. Les samourais ne comprirent pas

toujours la nécessité d'établir une armée de conscrits. Les roturiers, de leur côté, n'acceptèrent pas sans résistance le service militaire. Localement, les habitants reçurent parfois mal les fonctionnaires en regrettant les autorités seigneuriales. Des émeutes de paysans ou de samouraïs furent fréquentes jusqu'en 1877, date à laquelle la révolte du département de Kagoshima fut brisée par l'armée impériale déjà modernisée.

« Augmenter les productions pour promouvoir les industries »

La souplesse de l'esprit d'invention des dirigeants eut raison des obstacles économiques, sociaux et politiques. Après la fondation de la Banque du Japon, en 1882, une mise en ordre monétaire et financière s'imposait. L'élaboration d'une comptabilité nationale régulière devint alors possible. Il restait ensuite à obtenir l'approbation de la politique gouvernementale par les notables, sinon par la majorité des sujets. Avec le soutien des puissances locales, les gouvernants appliquèrent un système représentatif censitaire qui permit l'expression de députés délégués par une faible minorité de la population japonaise. L'élargissement de la catégorie des ayants droit allait être envisagé plus tard.

En 1889 fut promulguée la première Constitution impériale et, l'année suivante, fut convoquée la première Chambre des députés. Une Chambre des nobles fut également instituée, dont les membres étaient nommés par l'empereur.

Dans les premières années Meiji, le gouvernement avait mobilisé les bonnes volontés, en lançant deux mots d'ordre : « Augmenter les productions pour promouvoir les industries » et « Faire prospérer le pays pour renforcer l'armée ». Parallèlement à l'organisation de l'Etat, il prenait toutes dispositions pour perfectionner les moyens de production et pour accroître les exportations, afin de limiter le déficit de la balance commerciale, alors même que le Japon avait le plus besoin d'introduire de l'étranger des biens d'équipement et aussi des biens de consommation qui répondaient aux exigences de la modernisation. Les produits d'exportation les plus rémunérateurs étaient la soie et le thé. Dans un premier temps, il fallut importer des articles jusqu'alors inconnus au Japon, comme la laine, ou des matières encore produites en trop faibles quantités, comme les métaux, notamment l'acier.

Il fallait vite équiper l'armée, la police, les postes, les chemins de fer... Le gouvernement évita les investissements directs de l'étranger, leur préférant des emprunts, parfois onéreux : la promotion des finances et du commerce avait aussi pour but le remboursement des dettes. L'équilibre des finances de l'Etat était extrêmement difficile à obtenir. Parmi les banques qui avaient survécu au shogunat, celles qui ne supportèrent pas les nouvelles exigences économiques firent faillite ou furent absorbées par les plus fortes : certaines de ces dernières existent encore aujourd'hui, comme Mitsui ou Sumitomo. D'autres, fondées récemment, résistèrent aussi, comme Mitsubishi ou Yasuda.

Le Japon entre dans le « concert des nations »

Pour accélérer le développement, il était tentant de mener à l'extérieur une politique d'expansion. En 1894, profitant des troubles en Corée, les réformistes de l'armée décidèrent le gouvernement à lancer sur le continent une opération militaire. A l'issue des hostilités menées dans le territoire chinois, le Japon obtint, au traité de Shimonoseki, en 1895, par lequel il se voyait reconnaître sa souveraineté sur les îles Okinawa, la cession de Formose et les mains libres dans sa zone d'influence en Corée du Sud. En outre, il obtint une forte indemnité qui lui permit d'établir l'étalon or en faveur du yen, en 1897.

Il faisait ainsi son entrée dans ce que l'on appelait le « concert des nations ». Il fut l'allié des Occidentaux dans la guerre des Boxers. Et c'est avec leur accord qu'il entra en guerre contre la Russie, en 1904. Il bénéficia de l'entremise des Etats-Unis, dès 1905, pour arrêter le conflit en sa faveur : il annexait à son territoire la moitié sud de Sakhaline et l'archipel des Kouriles ; la Corée entraient entièrement dans sa zone d'influence ; il succédait à la Russie dans la concession du chemin de fer sud-mandchourien. Bon gré mal gré, le rôle de « gendarme de l'Extrême-Orient »

lui était attribué. En 1910, il occupa la totalité de la Corée.

Ouvriers et paysans, en retard sur la croissance ?

Cette puissance militaire était inconcevable sans un progrès économique considérable. Il est généralement admis que le Japon accomplit le décollage industriel aux environs de 1900, du moins dans les secteurs de la sidérurgie et de l'industrie cotonnière.

S'il est vrai que les agriculteurs et les ouvriers ne furent pas récompensés à la hauteur des sacrifices consentis à la gloire du nouvel empire, les triomphes successifs permirent de faire taire les mécontents. La liberté des cultures avait été accordée en 1871 : malgré le poids des impôts, malgré les conditions parfois très dures du nouveau métayage, les émeutes paysannes se firent plus rares. Dans la classe ouvrière naissante, les mouvements syndicaux peinaient à s'organiser. Le Parti socialiste put se faire reconnaître officiellement au tout début du XXe siècle, mais il fut bientôt interdit, dès lors que les anarchistes y occupèrent la majorité.

Quand la réorganisation économique et sociale provoquait l'exaspération des uns, elle suscitait l'espoir des autres. De petites réformes entretenaient l'optimisme. Un exemple suffira pour illustrer ce fait. Le cens électoral ayant été abaissé du tiers, le nombre des ayants droit doubla aux élections de 1902, par rapport à la consultation précédente : le corps électoral représentait pourtant à peine plus de deux pour cent de la population totale. Néanmoins, la confiance dans l'avenir était entretenue ; de fait, le cens électoral fut supprimé, après Meiji, en 1925.

L'instruction obligatoire

Dans la vie sociale ou quotidienne, les sujets de satisfaction ne manquaient pas pour une large fraction de la classe populaire. Le désir de s'instruire s'était déjà éveillé sous le shogunat. Quand le gouvernement de Meiji institua l'enseignement obligatoire, cette mesure fut largement bien accueillie : la quasi-totalité des enfants fut très rapidement scolarisée. On créa des universités impériales à Tokyo, à Kyoto, à Sendai, à Fukuoka. De grandes écoles privées furent officiellement reconnues : quelques-unes d'entre elles furent classées comme universités, peu après Meiji. Les recherches scientifiques et techniques étaient vivement encouragées par le gouvernement. A la fin de Meiji, en 1912, le Japon était en train de se moderniser dans sa structure socio-économique.

Un heureux syncrétisme

La chute du shogunat avait été déterminée par la faiblesse de sa résistance aux menaces étrangères. Les réformateurs de Meiji réussirent à faire admettre, à l'intérieur, la nécessité d'introduire une partie au moins de la culture occidentale, afin de construire un Japon qui devînt l'égal des puissances. Si les modes européennes et les nouveautés américaines influençaient une partie de la population, les traditions japonaises restaient sauvegardées. La langue japonaise fut remodelée et les traductions apportaient de nouvelles sources d'inspiration. La peinture et la sculpture furent rénovées sur le modèle occidental, mais l'art, le théâtre, les décors traditionnels perduraient.

L'architecture apportait toute la mesure des transformations. L'emprunt des nouveaux matériaux, la brique, bientôt le ciment, n'empêchait pas de faire revivre autrement que par le passé le goût et l'agencement des formes selon l'esprit japonais. Il est possible de le constater aujourd'hui, en visitant le Meijimura, c'est-à-dire le village Meiji, à quelques dizaines de kilomètres au nord de Nagoya, où sont transférés des bâtiments datant de Meiji et condamnés à la destruction, pour conserver la mémoire d'une époque et, plus encore, un style.

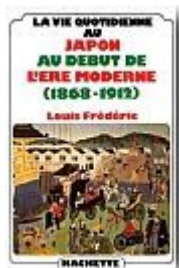
Meiji demeure le symbole de la réussite de la modernisation rapide d'un pays qui s'était précédemment tenu à l'écart de la marche du temps.

Paul Akamatsu
Août 2002

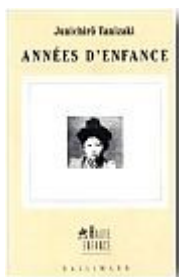
Bibliographie



Meiji 1868
Paul Akamatsu
Calmann-Lévy, Paris, 1968



La vie quotidienne au Japon au début de l'ère moderne
Louis Frédéric
Hachette, Paris, 1984



Années d'enfance
Junichirô Tanizaki
Haute enfance
Gallimard, Paris, 1993



Éloge de l'ombre
Junichiro Tanizaki
In Oeuvres de Tanizaki, tome 1, coll. bibliothèque de la Pléiade.
Gallimard, Paris, 1995